

Investissements dans les infrastructures

Une nouvelle augmentation de capital dans le pipe pour Africa50

Le fonds Africa50, dédié aux infrastructures en Afrique, tiendra sa deuxième assemblée générale annuelle en septembre à Casablanca. À l'ordre du jour, notamment, une nouvelle augmentation de capital auprès des États non encore actionnaires. À ce jour, le fonds a mobilisé plus de 800 millions de dollars auprès de la Banque africaine de développement, d'États africains et de Banques centrales africaines.

Africa50 tiendra sa deuxième Assemblée générale annuelle en septembre à Casablanca. À l'ordre du jour, notamment, une nouvelle augmentation du capital de ce fonds dédié à l'accélération du développement des infrastructures en Afrique. Africa50 n'est pas parvenu à franchir le cap du milliard de dollars, un objectif qui devait être atteint l'année dernière à l'occasion de la première Assemblée générale annuelle tenue le 21 juillet 2016 à Casablanca. Les responsables du fonds restent, néanmoins, confiants pour passer à la vitesse supérieure.

«À ce jour, nous avons déjà pu mobiliser plus de 800 millions de dollars auprès de la Banque africaine de développement, d'États africains et de Banques centrales africaines. Nous avons déjà 23 pays actionnaires, qui ont tous répondu favorablement au premier appel de fonds malgré le contexte macroéconomique difficile dans plusieurs pays africains qui rend les fonds publics plutôt rares. Ceci est en soi un bon résultat même si nous continuons bien sûr d'avoir l'ambition à terme que tous les États africains deviennent actionnaires d'«Africa50», déclare au «Matin-Éco», le top management d'«Africa50».

«Nous avons donc des discussions très positives avec plusieurs États, qui devraient se concrétiser dans les prochains mois. Toutefois, il faut souligner que, disposant de moyens financiers qui nous permettent de démarrer nos activités, nos actions priori-



Le Maroc est l'un des actionnaires fondateurs du fonds Africa50 qui comprend aussi dans le tour de table Bank Al-Maghrib. Ph. Archives

taires ont porté sur l'opérationnalisation d'«Africa50», notamment le recrutement de l'équipe de direction et des collaborateurs du fonds et le développement d'un pipeline de projets qui permettra la montée en puissance de nos activités de développement et d'investissement», développe-t-il.

Pour rappel, deux sociétés constituent Africa50 qui siège à Casablanca : le guichet développement des projets et le guichet financement des projets. Outre la BAD qui a fourni 100 millions de dollars, le fonds compte 22 pays africains en tant qu'actionnaires fondateurs : le Maroc, le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, le Congo, Djibouti, l'Égypte, le Gabon, le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Kenya, Madagascar, le Malawi, le Mali, la Mauritanie, le Nigeria, le Niger, le Sénégal, la Sierra Leone, le Soudan, la Gambie et le Togo. Le Congo Brazzaville est jusqu'ici le pays qui a consenti la plus grosse somme avec un engagement de 200 millions de dollars, suivi du Maroc et de l'Égypte qui ont, chacun, souscrit pour 100 millions de dollars. S'y ajoutent des banques centrales, dont Bank Al-Maghrib qui y a souscrit pour 20 millions de dollars. «Nous avons également démarré nos activités de mo-

bilisation des financements auprès des Institutions financières internationales et des investisseurs institutionnels ; fonds de pension et fonds souverains notamment. Pour ce faire, nous travaillons avec nos conseils financiers et juridiques sur la mise en place d'un cadre et d'une proposition de valeur susceptible de répondre aux attentes de ces investisseurs. Nous espérons être en mesure de pouvoir faire appel au marché dans les prochains mois», déclarent les responsables d'«Africa50». L'objectif à moyen terme est de mobiliser 3 milliards de dollars.

En termes de projet, Africa50 est déjà passé à l'acte. En décembre dernier, il a dévoilé son premier investissement dans un projet d'énergie photovoltaïque de 100 MW au Nigeria. En outre, le comité d'investissement, mis en place l'automne dernier, vient d'examiner plusieurs investissements, notamment «un grand projet de production d'électricité, dont les détails seront communiqués prochainement lorsque les accords d'investissement auront été signés», annoncent les responsables tout en restant discrets sur le pays bénéficiaire. ■

Moncef Ben Hayoun